

AIDES D'ÉTAT

Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, concernant les trois régimes d'aides d'État non notifiées: C 58/2000 (ex NN 81/2000) — Aides fiscales sous la forme de l'exemption de l'impôt des sociétés pour certaines entreprises nouvellement créées dans la province d'Álava (Espagne); C 59/2000 (ex NN 82/2000) — Aides fiscales sous la forme de l'exemption de l'impôt des sociétés pour certaines entreprises nouvellement créées dans la province de Guipúzcoa (Espagne); C 60/2000 (ex NN 83/2000) — Aides fiscales sous la forme de l'exemption de l'impôt des sociétés pour certaines entreprises nouvellement créées dans la province de Vizcaya (Espagne)

(2001/C 37/07)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par la lettre du 28 novembre 2000 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié aux autorités espagnoles sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, concernant les régimes d'aides susmentionnés.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction Aides d'État 1
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
[Télécopieur (32-2) 296 98 15].

Ces observations seront communiquées aux autorités espagnoles. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ

1. AIDE C 58/2000 (ex NN 81/2000)

État membre: Espagne (Province d'Álava)

Numéro de l'aide: C 58/2000 (ex NN 81/2000)

Titre: Aides fiscales sous la forme de l'exemption de l'impôt des sociétés pour certaines entreprises nouvellement créées dans la province d'Álava

Objectif: Inciter la création et le démarrage de certaines nouvelles entreprises

Bénéficiaires: Les entreprises nouvelles qui ont un capital libéré de plus de 20 millions de pesetas espagnoles (120 202 euros), investissent plus de 80 millions de pesetas espagnoles (480 810 euros), créent plus de dix emplois

Base juridique: Territorio Histórico de Álava: artículo 14 de la Norma Foral nº 18/1993 de 5 de julio, de medidas fiscales urgentes de apoyo a la inversión e impulso de la actividad económica

Budget: Inconnu

Intensité ou montant de l'aide: Exemption de l'impôt des sociétés pendant dix exercices fiscaux consécutifs

Forme de l'aide: Exemption de l'impôt des sociétés

Durée: Jusqu'à la fin de 1994

Proposition: Ouvrir la procédure formelle d'examen aux termes de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE

2. AIDE C 59/2000 (ex NN 82/2000)

État membre: Espagne (Province de Guipúzcoa)

Numéro de l'aide: C 59/2000 (ex NN 82/2000)

Titre: Aides fiscales sous la forme de l'exemption de l'impôt des sociétés pour certaines entreprises nouvellement créées dans la province de Guipúzcoa

Objectif: Inciter la création et le démarrage de certaines nouvelles entreprises

Bénéficiaires: Les entreprises nouvelles qui ont un capital libéré de plus de 20 millions de pesetas espagnoles (120 202 euros), investissent plus de 80 millions de pesetas espagnoles (480 810 euros), créent plus de dix emplois

Base juridique: Territorio Histórico de Guipúzcoa: artículo 14 de la Norma Foral nº 11/1993 de 26 de junio, de medidas fiscales urgentes de apoyo a la inversión e impulso de la actividad económica

Budget: Inconnu

Intensité ou montant de l'aide: Exemption de l'impôt des sociétés pendant dix exercices fiscaux consécutifs

Forme de l'aide: Exemption de l'impôt des sociétés

Durée: Jusqu'à la fin de 1994

Proposition: Ouvrir la procédure formelle d'examen aux termes de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE

3. AIDE C 60/2000 (ex NN 83/2000)

État membre: Espagne (Province de Vizcaya)

Numéro de l'aide: C 60/2000 (ex NN 83/2000)

Titre: Aides fiscales sous la forme de l'exemption de l'impôt des sociétés pour certaines entreprises nouvellement créées dans la province de Vizcaya

Objectif: Inciter la création et le démarrage de certaines nouvelles entreprises

Bénéficiaires: Les entreprises nouvelles qui ont un capital libéré de plus de 20 millions de pesetas espagnoles (120 202 euros), investissent plus de 80 millions de pesetas espagnoles (480 810 euros), créent plus de dix emplois

Base juridique: Territorio Histórico de Vizcaya: artículo 14 de la Norma Foral nº 5/1993 de 24 de junio, de medidas fiscales urgentes de apoyo a la inversión e impulso de la actividad económica

Budget: Inconnu

Intensité ou montant de l'aide: Exemption de l'impôt des sociétés pendant dix exercices fiscaux consécutifs

Forme de l'aide: Exemption de l'impôt des sociétés

Durée: Jusqu'à la fin de 1994

Proposition: Ouvrir la procédure formelle d'examen aux termes de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE

4. APPRÉCIATION DE L'AIDE

4.1. Caractère d'aide d'État aux termes de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE

La mesure est presque identique dans ces trois provinces. Elle est constituée par l'exemption de l'impôt des sociétés qui satisfait cumulativement les quatre critères établis par l'article 87 du traité CE. En particulier, cette exemption de l'impôt des sociétés est spécifique ou sélective au sens qu'elle favorise certaines

entreprises. En effet, les conditions attachées à l'octroi des aides excluent notamment du bénéfice des aides les entreprises créées avant la fin de 1994, qui réalisent des investissements inférieurs au seuil de 80 millions de pesetas espagnoles (480 810 euros), qui créent moins de dix emplois, qui ne sont pas de sociétés avec un capital libéré dépassant les 20 millions de pesetas espagnoles (120 202 euros). En outre, cette aide fiscale n'est pas justifiée par la nature ou l'économie du système mais par l'objectif poursuivi qui est d'inciter la création et favoriser le démarrage de certaines entreprises nouvelles.

4.2. Manquement à l'obligation de notification de l'article 88, paragraphe 3, du traité CE

Comme il s'agit des mesures qui ne tombent pas sous la règle *de minimis*, elles tombent sous l'obligation de notification préalable établie au point 3 de l'article 88 du traité CE. Or, les autorités espagnoles n'ont pas respecté cette obligation. Ces aides peuvent donc être considérées comme illégales.

4.3. Évaluation de la compatibilité de l'exemption de l'impôt des sociétés

4.3.1. Répercussions sectorielles

L'exemption de l'impôt des sociétés en cause, qui n'est pas limitée sectoriellement, peut être accordée à des entreprises soumises à des règles communautaires sectorielles telles que celles applicables aux activités de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles de l'annexe I du traité, à la pêche, à l'industrie charbonnière, à la sidérurgie, au transport, à la construction navale, aux fibres synthétiques et à l'industrie automobile. Or, les lois provinciales ayant instauré l'exemption en cause ne prévoient pas le respect desdites règles spéciales communautaires. Il apparaît donc que les aides fiscales sous la forme de l'exemption de l'impôt des sociétés sont susceptibles de ne pas respecter lesdites règles sectorielles. Dans ces conditions, il y a des doutes à l'égard de la compatibilité desdites aides lorsque le bénéficiaire appartient à un secteur soumis aux règles spéciales communautaires.

4.3.2. Règles régionales

Aux points 4.15 à 4.17 des lignes directrices des aides d'État à finalité régionale⁽¹⁾, il est établi que les aides au fonctionnement sont, en principe, interdites. Toutefois, elles peuvent exceptionnellement être octroyées, soit dans les régions bénéficiant de la dérogation de l'article 87, paragraphe 3, point a), du traité CE, pour autant qu'elles satisfassent à certaines conditions, soit dans les régions ultrapériphériques ou les régions à faible densité de population lorsqu'elles sont destinées à compenser les surcoûts de transport. Or, ni les aides ni les régions ne rentrent dans ces deux cas de figure. En outre, ces trois provinces ne sont pas éligibles à la dérogation de l'article 87, paragraphe 3, point a), du traité CE. En effet, il est utile de rappeler que, par sa décision du 11 avril 2000, par laquelle elle a approuvé la carte espagnole des aides à finalité régionale pour la période 2000-2006, la Commission a considéré que

⁽¹⁾ JO C 74 du 10.3.1998.

ces trois provinces n'étaient pas des régions où les aides d'État pouvaient être considérées comme compatibles avec le marché commun aux termes de la dérogation de l'article 87, paragraphe 3, point a), du traité CE, car leur niveau de vie n'était pas anormalement bas ou leur situation de sous-emploi n'était pas grave. En revanche, il a été considéré que ces trois provinces étaient des régions où les aides d'État pouvaient être considérées comme compatibles avec le marché commun aux termes de la dérogation de l'article 87, paragraphe 3, du traité CE. Dans ces conditions, il s'ensuit que la compatibilité des aides fiscales en cause suscite des doutes, à la lumière des règles en matière d'aides d'État à finalité régionale.

4.3.3. Conclusion

Enfin, il y a des doutes quant à la compatibilité des aides fiscales en cause avec le marché commun aux termes des dérogations de l'article 87, paragraphe 2 et de l'article 87, paragraphe 3, du traité CE. En effet, ces aides ne peuvent être considérées comme des aides à caractère social au sens de l'article 87, paragraphe 2, point a), elles ne sont pas destinées à remédier aux dommages causés par des calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires au sens de l'article 87, paragraphe 2, point b), et ne tombent pas sous le coup des dispositions de l'article 87, paragraphe 2, point c) concernant certaines régions de la République fédérale d'Allemagne. Quant aux dérogations du point 3 de l'article 87 autres que les dérogations de l'article 87, paragraphe 3, point a) et de l'article 87, paragraphe 3, point c) mentionnées ci-dessus, ces aides fiscales n'ont pas pour objet de promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun ou de remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre au sens de l'article 87, paragraphe 3, point b). Elles ne tombent pas sous le coup des autres dispositions de l'article 87, paragraphe 3, point c) relatives aux «aides destinées à faciliter le développement de certaines activités...» du fait qu'elles n'ont pas une spécificité quelconque à l'égard des activités des entreprises bénéficiaires. Enfin, elles ne sont pas destinées à promouvoir la culture ou la conservation du patrimoine au sens de l'article 87, paragraphe 3, point d).

Eu égard à ce qui procède, la Commission décide d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, à l'encontre des trois régimes d'aides fiscales sous la forme de l'exemption de l'impôt des sociétés.

Aux termes de l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999, toute aide illégale peut faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

TEXTE DE LA LETTRE

«Par la présente, la Comisión tiene el honor de comunicar a las autoridades españolas que, tras haber examinado la información de que dispone, ha decidido incoar el procedimiento previsto en el apartado 2 del artículo 88 del Tratado CE.

PROCEDIMIENTO

Gracias fundamentalmente a la información transmitida por las autoridades españolas con motivo de la demanda interpuesta

por una empresa competidora, así como a los datos comunicados en la propia demanda, la Comisión tuvo la confirmación de la existencia de ayudas fiscales en la provincia de Álava, en forma de una exención del impuesto sobre sociedades a empresas de nueva creación. Según el demandante, la empresa Depósitos Tubos Reunidos Lentz TR Lentz, SA (en lo sucesivo denominada «Detursa») implantada en Lantarón (provincia de Álava), se beneficia, entre otras ayudas, de la exención fiscal del impuesto sobre sociedades durante diez años. Mediante una certificación con fecha de 1 de marzo de 2000, las autoridades provinciales de Álava confirmaron que la citada empresa es beneficiaria de la exención fiscal prevista por el artículo 14 de la Norma Foral n° 18/1993 de 5 de julio. Además, certificaron que la empresa Detursa, al no tener beneficios, no ha podido disfrutar de la mencionada exención hasta el 1 de marzo de 2000.

Por otra parte, la Comisión pudo comprobar la existencia de medidas similares en la provincia de Guipúzcoa y en la provincia de Vizcaya, provincias que gozan de la misma autonomía fiscal que la provincia de Álava.

En los términos del punto 37 de su Comunicación relativa a la aplicación de las normas sobre ayudas estatales a las medidas relacionadas con la fiscalidad directa de las empresas⁽²⁾ y tomando como base las orientaciones definidas en la misma, la Comisión procede a examinar las ayudas fiscales que se hayan concedido ilegalmente en los Estados miembros. Entre los regímenes de ayudas fiscales no notificadas a la Comisión con arreglo a las disposiciones del apartado 3 del artículo 88 del Tratado CE, se encuentran los tres regímenes de ayudas fiscales mencionados.

La Comisión constata que estos tres regímenes de ayudas fiscales fueron creados por el artículo 14 de cada una de las normas forales siguientes: la Norma Foral n° 18/1993 de 5 de julio de Álava⁽³⁾, la Norma Foral n° 11/1993 de 26 de junio de Guipúzcoa⁽⁴⁾ y la Norma Foral n° 5/1993 de 24 de junio de Vizcaya⁽⁵⁾. El texto de los citados artículos 14 es el siguiente⁽⁶⁾:

- «1. Estarán exentas de impuesto sobre sociedades durante un período de 10 ejercicios fiscales computados desde el ejercicio en que se constituyan, éste inclusive, las sociedades que se creen entre la entrada en vigor de esta Norma Foral y el 31 de diciembre de 1994, siempre que se cumplan los requisitos establecidos en el apartado siguiente.
2. Serán requisitos para poder gozar de la exención prevista en este artículo:
 - a) Que se constituyan con un capital mínimo de 20 millones de pesetas españolas, totalmente desembolsado.

⁽²⁾ DO C 384 de 10.12.1998.

⁽³⁾ Territorio Histórico de Álava: Norma Foral n° 18/1993 de 5 de julio, de medidas fiscales urgentes de apoyo a la inversión e impulso de la actividad económica.

⁽⁴⁾ Territorio Histórico de Guipúzcoa: Norma Foral n° 11/1993 de 26 de junio, de medidas fiscales urgentes de apoyo a la inversión e impulso de la actividad económica.

⁽⁵⁾ Territorio Histórico de Vizcaya: Norma Foral n° 5/1993 de 24 de junio, de medidas urgentes de apoyo a la inversión e impulso de la actividad económica.

⁽⁶⁾ En el presente texto sólo se recogen las partes necesarias para la valoración de la ayuda.

[...]

- f) Que realicen inversiones entre la fecha de la constitución de la sociedad y el 31 de diciembre de 1995 por un importe mínimo de 80 millones de pesetas españolas, debiendo realizarse todas las inversiones en bienes afectos a la actividad que no sean objeto de arrendamiento o cesión a terceros para su uso.
- g) Que impliquen la creación de un mínimo de 10 puestos de trabajo dentro de los seis meses siguientes a su constitución y mantengan en ese número el promedio anual de plantilla durante el período de la exención.

[...]

- i) Que dispongan de un plan de actuación empresarial que abarque un período mínimo de cinco años. [...].

3. [...]

4. [...]

5. [...]

6. Lo dispuesto en este artículo es incompatible con cualquier otro beneficio tributario.

7. El régimen de exención transitorio será solicitado al Departamento de Hacienda y Finanzas de la Diputación Foral [...], el cual, tras la verificación del cumplimiento de los requisitos inicialmente exigidos, comunicará a la sociedad solicitante, en su caso, su autorización provisional, que deberá ser adoptada por Acuerdo del Consejo de Diputados [...].

DESCRIPCION DETALLADA DE LAS AYUDAS FISCALES EN CUESTIÓN

La Comisión constata que el objetivo de la ayuda en cuestión sería impulsar la actividad económica mediante incentivos fiscales coyunturales a la creación de nuevas empresas. Efectivamente, la ayuda está dirigida a la categoría específica de algunas empresas de nueva creación, reservándoles una exención del impuesto sobre sociedades durante un período de diez años.

La Comisión observa que el objeto de las ayudas fiscales en cuestión lo constituye la base imponible positiva del impuesto sobre sociedades, derivada del ejercicio de las actividades económicas de algunas empresas, antes de la compensación de las bases imponibles negativas de los ejercicios anteriores. En este caso, los beneficiarios serán las sociedades que, por una parte, iniciaron su actividad comercial después de la fecha de entrada en vigor de las normas forales mencionadas y, por otra, han invertido en activos fijos materiales un importe mínimo de 80 millones de pesetas españolas (480 810 euros) y generado al menos 10 puestos de trabajo. Además, la Comisión pone de relieve que las empresas beneficiarias deberán: tener un plan de actuación empresarial que abarque un período mínimo de cinco años y emprender su actividad con un capital mínimo desembolsado de 20 millones de pesetas españolas (120 202 euros). En cuanto al plazo de que disponen para beneficiarse de la exención, corresponde al período de diez años computados a partir del ejercicio en que se constituye la empresa.

La Comisión constata que la ayuda fiscal en cuestión no está destinada a empresas que realicen determinadas actividades o que pertenezcan a determinados sectores ya que puede acogerse a la ayuda cualquier actividad o sector. Aparte de a las empresas de nueva creación, tampoco está destinada a determinadas categorías de empresas, por ejemplo las pequeñas y medianas empresas, ya que puede acogerse a ella cualquier empresa, siempre que satisfaga las condiciones mencionadas anteriormente.

La Comisión pone de relieve el carácter transitorio de las ayudas fiscales en cuestión ya que sólo podrán concederse a las nuevas empresas creadas durante un período limitado de tiempo que termina a finales de 1994. En cuanto a su acumulación con otras ayudas, se dice de manera explícita que las ayudas fiscales en cuestión son incompatibles con cualquier otro beneficio tributario motivado por la inversión mínima o la creación mínima de puestos de trabajo. Por lo demás, se desconoce el presupuesto de pérdidas por ingresos fiscales ya que debería fijarse anualmente en las leyes presupuestarias.

Valoración de las ayudas en cuestión

1. *El carácter de ayuda estatal según el apartado 1 del artículo 87 del Tratado CE*

La Comisión recuerda que, para la aplicación de las normas comunitarias en materia de ayudas estatales, el carácter fiscal de las medidas en cuestión es indiferente puesto que el artículo 87 se aplica a las medidas de ayuda «bajo cualquier forma». No obstante, la Comisión pone de relieve que para calificarse de ayuda, las medidas en cuestión deben satisfacer acumulativamente los cuatro criterios que define el artículo 87 y que se exponen a continuación.

En primer lugar, la Comisión señala que la exención del impuesto sobre sociedades procura a sus beneficiarios una ventaja que reduce las cargas que gravan normalmente su presupuesto, por medio de una exención de la cuota tributaria.

En segundo lugar, la Comisión estima que la citada exención del impuesto sobre sociedades implica una pérdida de ingresos fiscales y equivale, por tanto, al consumo de recursos públicos en forma de gastos fiscales.

En tercer lugar, la Comisión considera que la citada exención del impuesto sobre sociedades afecta a la competencia y a los intercambios comerciales entre Estados miembros. En efecto, dado que los beneficiarios ejercen actividades económicas que pueden ser objeto de intercambios comerciales entre los Estados miembros, la ayuda refuerza la posición de las empresas beneficiarias con relación a otras empresas competidoras en el comercio intracomunitario, por lo que influye en el mismo. Además, las empresas beneficiarias ven mejorada su rentabilidad por el aumento de su resultado neto (beneficios después de impuestos). De esta manera, están en condiciones de competir con las empresas excluidas del beneficio de dichas ayudas fiscales.

Por lo demás, la Comisión opina que la exención del impuesto sobre sociedades en cuestión es específica o selectiva en el sentido de que favorece a algunas empresas. En efecto, las condiciones para la concesión de las ayudas excluyen concretamente del beneficio de las mismas a las empresas creadas antes de la fecha de entrada en vigor de las citadas Normas

Forales o después del 31 de diciembre de 1994, cuyas inversiones sean inferiores al umbral de 80 millones de pesetas españolas (480 810 euros), que no sean sociedades con un capital desembolsado que supere los 20 millones de pesetas españolas (120 202 euros) y que creen menos de 10 puestos de trabajo. A este respecto, la Comisión recuerda que, según el cuarto. Informe sobre las empresas en Europa ⁽⁷⁾, en 1987, el número de empresas en la Unión Europea con menos de 10 trabajadores asalariados o sin trabajadores asalariados era de 14,629 millones, es decir, el 87,72 % ⁽⁸⁾ del total. En el caso de España, este porcentaje era aún más elevado, aproximadamente del 95,11 % ⁽⁹⁾. Es muy probable que estos porcentajes sean aún más elevados en el caso de nuevas empresas ya que habitualmente una empresa comienza con unos efectivos que van aumentando a medida que la empresa se consolida y alcanza su velocidad de crucero. Por consiguiente, parece que una de las condiciones establecidas para beneficiarse de las ayudas comporta, por sí sola, la exclusión de la mayoría de las empresas del beneficio de las mismas.

Hay que precisar que la presente identificación de los elementos mencionados de una especificidad material no excluye la existencia de otras características susceptibles de hacer específicas las medidas fiscales en cuestión, por ejemplo, su especificidad regional.

Además, la Comisión considera que esta ayuda fiscal no está justificada por la naturaleza o la economía del sistema. En efecto, según las normas forales en cuestión, el objetivo manifestado es impulsar la economía de estas provincias, que atravesaban en aquel momento una grave crisis económica. El objetivo no es consecuencia, por tanto, de exigencias fiscales primarias sino de la política económica externa a los regímenes fiscales en cuestión. Este carácter externo a dichos regímenes fiscales queda reforzado por el carácter transitorio de las medidas fiscales.

En conclusión, la Comisión considera, a título de evaluación preliminar de conformidad con el artículo 6 del Reglamento (CE) n° 656/1999 ⁽¹⁰⁾, que la exención del impuesto sobre sociedades mencionada tiene carácter de ayuda estatal según lo dispuesto en el apartado 1 del artículo 87 del Tratado CE y en el apartado 1 del artículo 61 del Acuerdo EEE ya que se trata de una ayuda concedida por el Estado, con recursos estatales, que favorece a algunas empresas, falsea la competencia y afecta a los intercambios comerciales entre los Estados miembros.

2. Incumplimiento de la obligación de notificación del apartado 3 del artículo 88 del Tratado CE

Habida cuenta de que las tres Normas Forales mencionadas no disponen la concesión de la exención del impuesto sobre sociedades en cuestión respetando las condiciones ⁽¹¹⁾ para las

ayudas *de minimis*, la Comisión estima que estas ayudas no pueden considerarse como ayudas sujetas a la norma *de minimis*.

La Comisión indica que las ayudas estatales que no se rigen por la norma *de minimis* están sujetas a la obligación de notificación previa establecida en el apartado 3 del artículo 88 del Tratado CE y en el apartado 3 del artículo 62 del Acuerdo EEE. Sin embargo, las autoridades españolas no han respetado esta obligación, razón por la que la Comisión opina que, en esta fase, estas ayudas pueden considerarse ilegales. La Comisión lamenta a este respecto el incumplimiento de las autoridades españolas de su obligación de notificación previa de las ayudas en cuestión.

3. Evaluación de la compatibilidad de la exención del impuesto sobre sociedades

Aunque la Comisión constata que las ayudas fiscales mencionadas son concedidas con la condición de la realización de una inversión mínima o de la creación de un número mínimo de empleos, los regímenes fiscales en cuestión no garantizan el cumplimiento de las reglas comunitarias en materia de ayudas estatales de finalidad regional. En particular, no satisfacen los criterios establecidos en la nota a pie de página 46 del anexo I de las Directrices de las ayudas estatales de finalidad regional (DO C 74 de 10.3.1998) donde se indica que «Las ayudas fiscales pueden considerarse ayudas a la inversión cuando ésta constituye su base imponible. Además, cualquier ayuda fiscal puede entrar en esta categoría si su importe alcanza un límite expresado en porcentaje de la inversión. Cuando la concesión de una ayuda fiscal se escalona a lo largo de varios años, el saldo restante a finales de un año puede trasladarse al año siguiente y aumentarse de acuerdo con el tipo de referencia». No respetan tampoco los límites regionales establecidos en el mapa español de ayudas con finalidad regional en vigor en la época. Por tanto, en esta fase, no tienen carácter de ayudas a la inversión o de ayudas al empleo.

En cambio, la Comisión considera que, en esta fase, estas ayudas fiscales tienen carácter de ayudas de funcionamiento. En efecto, su objeto es liberar a una empresa de los costes que ella misma habría debido normalmente sufragar con motivo de su gestión corriente o de sus actividades normales. Gracias a esta disminución de los gastos corrientes, las empresas beneficiarias mejorarán su rentabilidad debido al aumento de su resultado neto (beneficios después de impuestos). Procede, por tanto, examinar las ayudas fiscales en cuestión a la luz de las excepciones previstas en los apartados 2 y 3 del artículo 87 eventualmente aplicables a las ayudas de funcionamiento en cuestión.

Las ayudas de funcionamiento en cuestión a la luz de las excepciones regionales previstas en las letras a) y c) del apartado 3 del artículo 87

La Comisión recuerda que en los puntos 4.15 al 4.17 de las Directrices sobre las ayudas estatales de finalidad regional ⁽¹²⁾, se establece que las ayudas de funcionamiento, en principio, están prohibidas. No obstante, pueden concederse excepcionalmente, bien sea en las regiones acogidas a la excepción de la letra a) del apartado 3 del artículo 87 del Tratado CE, siempre que cumplan ciertas condiciones, o bien en las regiones ultra-periféricas o las regiones de baja densidad de población cuando

⁽⁷⁾ Cuarto Informe sobre las empresas en Europa (Eurostat).

⁽⁸⁾ Elaborado a partir de los datos del cuadro de la página 27 del citado Informe.

⁽⁹⁾ Elaborado a partir de los datos del cuadro de la página 152 del citado Informe.

⁽¹⁰⁾ Reglamento (CE) n° 659/1999 del Consejo, de 22 de marzo de 1999, por el que se establecen disposiciones de aplicación del artículo 93 del Tratado CE (DO L 83 de 27.3.1999).

⁽¹¹⁾ Véase la Comunicación de la Comisión relativa a las ayudas *de minimis* publicada en el DO C 68 de 6.3.1996.

⁽¹²⁾ DO C 74 de 10.3.1998.

estén destinadas a compensar los costes adicionales de transporte. Ahora bien, ni las ayudas en cuestión ni las regiones se encuentran en ninguno de estos dos casos. Además, estas tres provincias no pueden acogerse a la excepción de la letra a) del apartado 3 del artículo 87 del Tratado CE. En efecto, la Comisión recuerda que, según el mapa de las ayudas regionales ⁽¹³⁾, las tres provincias de Álava, Guipúzcoa y Vizcaya son regiones en las que las ayudas de desarrollo regional no pueden considerarse compatibles con el mercado común con arreglo a la excepción de la letra a) del apartado 3 del artículo 87 del Tratado CE ya que su nivel de vida no es anormalmente bajo ni existe una grave situación de empleo. En cambio, la Comisión consideró que estas tres provincias eran regiones en las que las ayudas estatales podían considerarse, parcialmente ⁽¹⁴⁾ hasta el 26 de septiembre de 1995 ⁽¹⁵⁾ y en adelante enteramente, compatibles con el mercado común con arreglo a la excepción de la letra c) del apartado 3 del artículo 87 del Tratado CE. En estas condiciones, la Comisión opina que la compatibilidad de las ayudas fiscales en cuestión suscita dudas a la luz de las normas en materia de ayudas estatales de finalidad regional.

Las ayudas de funcionamiento en cuestión a la luz de las normas sectoriales

La exención del impuesto sobre sociedades en cuestión, que carece de limitaciones sectoriales, puede concederse a empresas supeditadas a las normas comunitarias sectoriales, como las que se aplican a las actividades de producción, transformación y comercialización de los productos agrícolas del anexo I del Tratado, a la pesca, la industria del carbón, la siderurgia, el transporte, la construcción naval, las fibras sintéticas y la industria del automóvil. Sin embargo, las Normas Forales por las que se crea la exención fiscal en cuestión no prevén el respeto de dichas normas especiales comunitarias. La Comisión considera, pues, que las ayudas fiscales en forma de exención del impuesto sobre sociedades pueden no respetar dichas normas sectoriales. En esas condiciones, la Comisión tiene sus dudas sobre la compatibilidad de dichas ayudas cuando el beneficiario pertenezca a un sector sujeto a las normas especiales comunitarias.

Las ayudas de funcionamiento en cuestión a la luz de otras excepciones previstas en los apartados 2 y 3 del artículo 87 del Tratado CE

Por último, la Comisión duda de la compatibilidad de las ayudas fiscales en cuestión con el mercado común con arreglo a

las excepciones de los apartados 2 y 3 del artículo 87 del Tratado CE. En efecto, estas ayudas no pueden considerarse como ayudas de carácter social según lo dispuesto en la letra a) del apartado 2 del artículo 87, no están destinadas a reparar los perjuicios causados por desastres naturales o por otros acontecimientos de carácter excepcional según lo dispuesto en la letra b) del apartado 2 del artículo 87 y no están sujetas a las disposiciones de la letra c) del apartado 2 del artículo 87 relativas a determinadas regiones de la República Federal de Alemania. En cuanto a las excepciones del apartado 3 del artículo 87 distintas de las de las letras a) y c) ya citadas, la Comisión considera que no tienen por objeto promover la realización de un proyecto importante de interés europeo común o poner remedio a una grave perturbación en la economía de un Estado miembro según lo dispuesto en la letra b) del apartado 3 del artículo 87. Estas ayudas no entran en el ámbito de aplicación de las disposiciones de la letra c) del apartado 3 del artículo 87 relativas a las «ayudas destinadas a facilitar el desarrollo de determinadas actividades [...]» ya que no tienen especificidad alguna en cuanto a las actividades de las empresas beneficiarias. Por último, no están destinadas a promover la cultura ni la conservación del patrimonio según lo dispuesto en la letra d) del apartado 3 del artículo 87.

Conclusiones

Habida cuenta de las consideraciones expuestas, la Comisión ha decidido incoar el procedimiento previsto en el apartado 2 del artículo 88 del Tratado CE respecto a los regímenes de ayudas fiscales en forma de exención del impuesto sobre sociedades de algunas empresas de nueva creación en cada una de las tres provincias de Álava, Guipúzcoa y Vizcaya. La Comisión insta a las autoridades españolas, en el marco de dicho procedimiento, a que presenten sus observaciones y faciliten toda la información pertinente para la evaluación de los tres regímenes de ayudas fiscales mencionados en el plazo de un mes a partir de la fecha de recepción de la presente.

Hay que precisar que la presente decisión sólo se refiere a las medidas fiscales que en ella se examinan de manera explícita. No se pronuncia sobre las demás medidas contenidas en el régimen fiscal específico de cada una de las provincias en cuestión. La Comisión se reserva la posibilidad de examinar, ya sea a título general o en su aplicación a una empresa específica, aquellas medidas que puedan constituir ayudas.»

⁽¹³⁾ Los mapas de las ayudas regionales en vigor, desde la adhesión de España, son: el mapa aprobado en 1988 mediante la decisión 88/C 351/04 de la Comisión, el mapa modificado por decisión de 26 de julio de 1995 y el mapa aprobado mediante decisión de 11 de abril de 2000.

⁽¹⁴⁾ Las zonas donde las ayudas podían ser consideradas como elegibles a la excepción de la letra c) del apartado 3 del artículo 87 del Tratado CE eran solamente la zona industrial del valle del Nervión de las provincias de Álava y Vizcaya, las zonas pirenaicas de la provincia de Álava, las comarcas del Duranguesado y de Encartaciones de la provincia de Vizcaya. El resto de las zonas de las provincias de Álava y Vizcaya no eran elegibles.

⁽¹⁵⁾ Fecha de la entrada en vigor de la modificación del mapa precedente aprobado en 1988.